

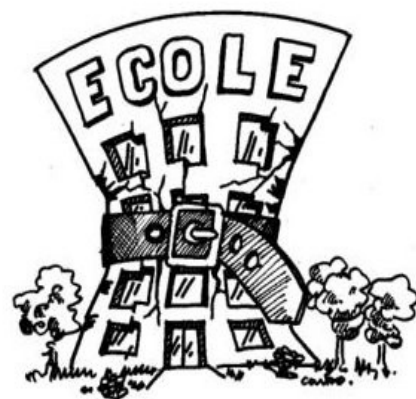
# « Nous ne voulons pas faire la rentrée avec 13 000 postes en moins »

## Nous exigeons un plan d'urgence pour la rentrée 2012

□ La droite qui organise depuis dix ans la régression sociale, la casse des garanties collectives, de l'École Publique, de l'Université et de l'ensemble des services publics a subi par les urnes le 6 mai une défaite politique □ Il y a du soulagement à en avoir fini avec N. Sarkozy et son gouvernement, qui ont mené cette politique avec une constance qui n'a d'égale que sa nocivité pour le plus grand nombre □ Aujourd'hui cette politique doit cesser □ Si le nouveau ministre Vincent Peillon affirme vouloir reconstruire, il doit d'abord éviter une année supplémentaire de démolition □

## Refusons la rentrée prévue par Sarkozy-Fillon-Chatel

Au cours du quinquennat qui s'achève l'Éducation nationale a connu le pire plan social de son histoire. Il s'est accompagné de la montée en puissance d'une gestion autoritaire des personnels. Si de nombreuses « réformes » avaient été initiées par les gouvernements précédents, notamment socialistes, elles ont été accélérées et amplifiées. La formation professionnelle initiale et continue des enseignant-e-s a été mise à sac. Toute l'aide à la difficulté scolaire a été externalisée, à tous les niveaux, les RASED ont été démantelés. Avec des contre-réformes contestées, Sarkozy et Fillon ont supprimé 75000 postes et programmé 14000 nouvelles suppressions pour la rentrée 2012. Nous refusons de faire la rentrée dans ces conditions.



## Ne nous résignons pas aux suppressions de postes !

Depuis l'annonce des mesures de carte scolaire, dans la Loire, les mobilisations se poursuivent, essentiellement à l'initiative des parents d'élèves ou de collectifs réunissant parents et enseignant-e-s. Une douzaine d'écoles mobilisées a coordonné ses actions de manière solidaire au sein du collectif « écoles en colère 42 », pour exiger un moratoire sur les suppressions de postes. SUD éducation a soutenu ces initiatives.

Pour SUD, les personnels de l'éducation nationale ont la responsabilité de se mobiliser, avec les parents, mais également avec les moyens d'action syndicaux, y compris par la grève. Et c'est aux organisations syndicales d'organiser dans l'unité cette mobilisation. C'est la raison pour laquelle, à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois, SUD a proposé à l'intersyndicale d'appeler dans l'unité à la grève, qui reste le moyen d'action qui rassemble le plus de personnels et qui est un outil pour construire les luttes. Malheureusement, les principales organisations de notre secteur, au niveau national comme au niveau départemental, ont refusé de construire la mobilisation par la grève. Ainsi, il n'y aura eu aucune grève unitaire nationale ou départementale cette année contre les suppressions de postes. Nombre de parents et de collègues ont eu l'impression que l'intersyndicale est tombée dans la résignation et l'attentisme.

éducation  
**SUD**  
Loire

Solidaires, Unitaires, et Démocratiques  
SUD éducation Loire  
20 rue Descours, 42000 Saint-Étienne  
06 75 81 77 07 ✉ [loire@sudeducation.org](mailto:loire@sudeducation.org) [www.sudeducation42.org](http://www.sudeducation42.org)

Union  
Syndicale  
**Solidaires**

## On est loin du plan d'urgence dont l'école a besoin

Pourtant, les transformations profondes dont l'école et la société ont besoin dépendent avant tout des mobilisations que nous saurons construire.

Pour l'école, l'annonce d'un millier de postes pour la rentrée 2012 ne doit pas masquer cette réalité : avec 13000 postes en moins, nous aurons une nouvelle rentrée de destruction pour l'École Publique de la maternelle à l'université, une année de plus de régression scolaire par la suppression de classes et l'augmentation des effectifs. Dans la Loire, cela donne 10 postes supprimés de moins sur 54 prévus dans le 1<sup>er</sup> degré, et des dizaines dans les collèges et les lycées.

Bien sûr, on annonce 60000 postes en 5 ans. Mais personne ne nous fera croire qu'il n'y avait pas de quoi immédiatement créer des milliers de postes, en commençant par la titularisation des personnels précaires. Et ces créations dans l'éducation sont annoncées à nombre de fonctionnaires total constant : il y aurait donc de nouvelles suppressions de postes dans d'autres services publics. Cela n'est pas acceptable.

## Rien ne remplacera nos luttes

Le nouveau pouvoir politique engage un grand processus de « consultation », aussi bien au niveau interprofessionnel que dans l'éducation. Son objectif est de construire des consensus avec tout ou partie des organisations syndicales de salarié-e-s, mais aussi avec le patronat. Les politiques annoncées par le nouveau Président et son équipe ne s'inscrivent aucunement dans un affrontement avec les puissances de l'argent.

La réformette sur les retraites est un exemple : il ne s'agit en rien d'un retour au droit pour tou-te-s à la retraite à 60 ans, et encore moins d'abroger la contre-réforme des retraites pour le RETRAIT duquel nous étions des millions en grève et dans la rue à l'automne 2010. Les annonces sur le SMIC sont du même tonneau : elles reçoivent d'ailleurs l'assentiment du MEDEF.

La question qui se pose aujourd'hui est donc la suivante : laisserons-nous se dérouler tranquillement cette politique appuyée sur un « dialogue social » prétendument consensuel, ou créerons-nous les rapports de force par nos mobilisations pour imposer sur tous les plans des mesures pour répondre aux besoins urgents des salarié-e-s et de la société ?



## SUD Éducation exige plus de changements, dès maintenant !

Nous ne devons pas être dupes : on nous annonce aujourd'hui un grand débat sur l'école en vue de la rentrée 2013 pour mieux masquer les insuffisances des mesures d'urgence pour la rentrée 2012. Par exemple, alors que le Conseil d'État vient de casser la réforme de la droite dite de « mastérisation », le gouvernement ne propose qu'une modification à minima, en laissant quasiment à plein temps les stagiaires devant les classes.

C'est uniquement par des mobilisations fortes que nous pourrons récupérer ce qui nous a été enlevé et défendre nos revendications pour aller vers une école émancipatrice. Il nous faut construire d'ores et déjà ces luttes nécessaires dans l'unité la plus large possible.